

Commission de la construction du Québec

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

2018-2019

---

---

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DE L'OPPOSITION



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ET DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

### TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2017-2018 :
  - a) les endroits et dates du départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimés;
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
  
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :
  - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - b) les coûts ventilés;
  - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
  
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
  
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

  - a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 ventilées par type d'événement;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilée par type d'événement.

6. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total et les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final)
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total et les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande;
  - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018 en indiquant pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :
- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du

- projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine TI pour les 10 dernières années.
- 13.** Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. au Québec,
    - II. à l'extérieur du Québec.
- 14.** Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois) de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
  - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
  - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
  - d) les coûts d'acquisition des appareils;
  - e) le coût d'utilisation des appareils;
  - f) le coût des contrats téléphoniques;
  - g) les noms des fournisseurs;
  - h) le nombre de minutes utilisées;
  - i) les ordinateurs portables;
  - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
  - k) le coût des frais d'itinérance;
  - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.**
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus .

- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
  - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
  - k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
  - l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
  - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
  - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
  - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
  - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
  - q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.
  - r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
- 16.**
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
  - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
  - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités qui seront versées.
  - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) le propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 18.** Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
- 20.** Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 21.** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;



- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.
- 22.** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- le poste initial;
  - le salaire;
  - le poste actuel, s'il y a lieu;
  - la date de la mise en disponibilité;
  - les prévisions pour 2018-2019.
- 23.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - prévisions pour 2018-2019;
  - par catégorie d'âge.
- 24.** Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
- 25.** Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.
- 26.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- le nom de la personne;
  - le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - l'assignation initiale;
  - l'assignation actuelle;
  - la date de l'assignation hors structure ;
  - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 27.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :
- coût de chacun;
  - le fournisseur;
  - la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

- 28.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 29.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- le nom du site Web;
  - le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - les coûts de construction du site;
  - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);

- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site.
- 30.** Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
- 31.** Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
- 32.** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
- 33.** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
  - b) le nombre de ressources affectées;
  - c) le nombre de rencontres;
  - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
  - e) l'objet
  - f) les dates
- 34.** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation
- 35.** La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
- 36.** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
- 37.** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions

pour 2018-2019.

51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique
58. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :
  - a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques.
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques
60. a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
- 61.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
- 62.** Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
  - b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
  - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
  - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

- 63.** Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
- 64.** Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
  - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
  - c) les coûts reliés à sa réalisation;
  - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

- 65.** Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
- 66.** Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :
- a) les effectifs (ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
  - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
  - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
  - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du

trésor.

67. Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

---

**Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>**

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:
  - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.

---

**Demandes dont les réponses seront présentées au Rapport annuel de gestion 2017 de la Commission de la construction du Québec.**

32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:
  - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé ;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

#### **Rencontre avec l'entreprise Multiple Packfold**

Rencontre afin d'approuver la maquette de presse avant impression des certificats d'exemption

Mississauga du 1<sup>er</sup> au 2 novembre 2017

Coût = 842.17\$ (kilométrage, hôtel, péage et repas)

#### **Rencontre Mobilité de la main-d'œuvre**

Coordination de l'application de l'entente sur la mobilité et planifier le rapport d'évaluation sur les premières années de mise en application de l'entente

St-John's-Terre-Neuve du 18 au 20 octobre 2017

Coût = 1113.49\$ (déplacement, hébergement, repas)

#### **Rencontre CCDA – *Canadian Council of Directors of Apprenticeship***

Échange et collaboration sur le contexte opérationnel de l'apprentissage dans nos provinces et territoires ainsi que sur le Programme du Sceau rouge

Ottawa du 21 au 23 novembre 2017

Coût = 763.08\$ (déplacement, hébergement, repas)

#### **Rencontre CCDA – *Canadian Council of Directors of Apprenticeship***

Échange et collaboration sur le contexte opérationnel de l'apprentissage dans nos provinces et territoires ainsi que sur le Programme du Sceau rouge

Winnipeg du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2017

Coût = 1562.00\$ (déplacement, hébergement, repas)

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet de la CCQ en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 19).

<http://www.ccq.org/fr->

[CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-2**

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

a)- Voyage à Rimouski – bureau régional de la CCQ du 22 novembre au 23 novembre 2017

b)- Coûts globaux = 866,49 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 24 MARS 2018**

RG-2

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions 2018-2019
- les noms des firmes de publicité retenues;
- la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Publicité 2017	Détails
ACQ – éditions	375 \$	Répertoire membre 2017
ACQ – Montérégie	5 360 \$	Publicité et placement médias Bâisseurs Montérégie (contrat négocié)
ACQ - Région Montréal	12 486 \$	Publicité revue Construire - 1 page couleur - 4 parutions (contrat négocié) 2017
APCHQ – 56 <sup>e</sup> congrès Mt-Tremblant	10 350 \$	Publicité programme officiel 2017
APCHQ - Région Montréal	14 535 \$	Publicité - Revue Québec Habitation - 1 page couleur - 2 parutions (contrat négocié)
APCHQ – Sommet-construction	2 000 \$	Plan de visibilité partenaire 2017
AQISEP	4 000 \$	L'informateur 2017 (3 parutions) programme Congrès juin 2017 (1 parution)
Beesum communications	1 500 \$	Espace publicitaire. Bottin téléphonique Cri, Baie-James 2017
CEGQ	2 550 \$	Publicité magazine 2017
CMEQ	6 000 \$	Publicité Informel – 2017 – 6 parutions (contrat négocié)
CMMTQ	7 260 \$	1 page couleur – Magazine Inter-mécanique du bâtiment (IMB) – 3 parutions (contrat négocié)
CSP Média	7 650 \$	Publicité Électricité Québec – 3 parutions (contrat négocié)
Fédération québécoise des municipalités	3 500 \$	Publicité 2017
Indiana communications	3 990 \$	½ page couleur dans le répertoire 2017 de la communauté autochtone (contrat négocié)
JBC Média	3 980 \$	Publicité dans magazine Champions de la construction
Magazine Constas	8 160 \$	Le Journal de l'Habitation – Magazine Constas (contrat négocié)
Magazine Formes	16 250 \$	Publicité 1 page dans le magazine Formes – 3 parutions (contrat négocié)
Météo Média	1 645 \$	Publicité Campagne mixité 2017
Minimal Média	5 750 \$	Publicité 2017
NunatsiaqNews	552 \$	Publicité 2017 - autochtones

<b>Fournisseur</b>	<b>Publicité 2017</b>	<b>Détails</b>
Pages Jaunes	10 785 \$	Publicité 2017
Pages Jaunes (blanches & mobiles)	1 167 \$	Publicité 2017 dans Pages blanches et mobiles
Presse canadienne	12 540 \$	Guide choisir secondaire et collégial édition 2017 et Palmarès des carrières 2017 (contrat négocié)
QMI (JdeM et JdQ) papier	20 696 \$	Placement média papier
Septembre éditeur	5 625 \$	Publicité et placement média-métiers de la construction (contrat négocié)
Solutions d'affaires 411	800 \$	Annonce dans www.affaires411.ca, Annuaire en ligne (contrat négocié)
TC Médias Voir Vert magazine	10 852 \$	Publicité Voir Vert 2017
TC Médias Portail constructo	10 000 \$	Publicité Portail constructo 2017
TC Médias Journal constructo	23 070 \$	Publicité Journal constructo 2017
Via Bitume	5 195 \$	Publicité magazine Via Bitume 2017

<b>COMMANDITES 2017</b>	115 000 \$
-------------------------	------------

**NOTE :** Toutes les commandites ont été octroyées de gré à gré par contrats négociés, selon les besoins communicationnels de la CCQ.

<b>Communiqués de presse en 2017</b>	
CNW Telbec	5 715 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées 2017-2018 en les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

- a)- 6 555,00 \$
- b)- Lancement de la ligne relais-construction en novembre 2017
- c)- 1 événement
- g)- Compagnie TKNL
- h)- Logistique et technique

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilée par type d'événement.

Deux formations en 2017 :

Les Affaires/ communications internes = 878,00 \$

Les Affaires/ médias sociaux = 3 722,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 22 et 23).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-5

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-6**

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-6

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018 et en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme ;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

FICHE RG-7 ANNEXE - REGISTRE DES CONTRATS

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (avant taxes)	Type de contrat
6020607 Canada inc. (Stéphane Lavoie)	Intégration des données au tableau de bord corporatif	12,800.00 \$	GRÉ À GRÉ
6020607 Canada inc. (Stéphane Lavoie)	Services d'entretien et support des deux tableaux de bord corporatifs - GIR et VI	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
9120-6094 Québec inc. (f.a.s.r.s. Lanla)	Service de sondage - appréciation des SALC - rapport complémentaire	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
9120-6094 Québec inc. (f.a.s.r.s. Lanla)	Service de sondage - appréciation des SALC	18,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
ADT Canada inc.	Services de télésurveillance par centrale - bureau de Gatineau	454.80 \$	GRÉ À GRÉ
Alarme BSL inc.	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Rimouski	386.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alpha Plantes	Service d'entretien des plantes d'intérieur - Siège social	2,350.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alvéole Montréal inc.	Location de ruches d'abeilles	9,550.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ascenseurs Maxi inc.	Service d'entretien de l'ascenseur Maxi - Québec	13,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Aviséo Conseil inc.	Analyse d'impact de changements règlementaires	24,843.00 \$	GRÉ À GRÉ
BDO Canada SRL	Services d'accompagnement de la direction de la vérification interne dans différents mandats	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Bell Canada	Frais courants pour la connexion internet ADSL	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Bellissima Construction inc.	Développement du matériel didactique de la formation "Plans et devis en bâtiment"	4,700.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien du compteur de billets BN-310 - service à la clientèle, BRM	225.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien de l'encodeuse à chèques Sheartech EN-5800E (BN: 12251)	495.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien de l'encodeuse à chèques Sheartech EN-5800E (BN: 12801)	495.00 \$	GRÉ À GRÉ
Cadexair inc.	Entretien du système d'évacuation des vapeurs de cuisson	1,995.00 \$	GRÉ À GRÉ
Cadexair inc.	Service d'entretien du système d'évacuation des vapeurs de cuisson	2,515.00 \$	GRÉ À GRÉ
CBCI Telecom inc	Service de réparation de systèmes de télécommunication (salles de réunion)	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
CEME	Mise à jour du "Guide des notions théoriques - charpentier-menuisier"	575.00 \$	GRÉ À GRÉ
CEME	Traduction du guide "Organismes de l'industrie de la construction"	2,400.00 \$	GRÉ À GRÉ
CEME	Élaboration du "Guide pour l'utilisation d'un camion-flèche"	22,210.00 \$	GRÉ À GRÉ
Centre de formation des métiers de l'acier / Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	Fourniture de matériaux pour la formation "Mesures et meulage de haute précision pour barrage"	10,325.80 \$	GRÉ À GRÉ
Chemin Faisant	Services de traiteur	23,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Choquette CKS	Entretien d'équipement de cuisine (gaz, électricité, réfrigérateurs, four)	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
CLS-Lexi Tech Ltd.	Traduction de banque de questions - examen de charpentier-menuisier	1,470.23 \$	GRÉ À GRÉ
CLS-Lexi Tech Ltd.	Traduction de banque de questions - examen de ferblantier	4,217.50 \$	GRÉ À GRÉ
CLS-Lexi Tech Ltd.	Traduction de banque de questions - examen de carreleur	5,215.83 \$	GRÉ À GRÉ
CLS-Lexi Tech Ltd.	Traduction de banque de questions - examen de couvreur	6,196.50 \$	GRÉ À GRÉ
Cogep inc.	Services d'entretien et de support - frais de déplacement	1,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Collège Bois-de-Boulogne	Formation Travailler en équipe au quotidien - Avantages sociaux	7,425.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire de la Capitale	Matériaux pour la formation "Portes de garage"	23,085.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire des Trois-Lacs / Cégep de St-Laurent	Utilisation du Manuel de formation du manœuvre à l'acqueduc	9,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Conférence Dialogue	Services de conférence téléphonique	2,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Constructo (TC Médias)	Publicité - partenariat d'exploitation du site VoirVert.ca	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Cose inc.	Services professionnels de coaching en gestion	6,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
CSPQ	Plateforme applicative pour l'impression haut volume sur ordinateur central	350.04 \$	GOUV.
CSPQ	Plateforme applicative pour l'impression haut volume sur ordinateur central	450.00 \$	GOUV.
CSPQ	Abonnement annuel au réseau intégré des bibliothèques gouvernementales - plateforme web	11,400.00 \$	GRÉ À GRÉ
CTM Ltée	Location de 10 récepteurs-émetteurs radio portatifs UHF	21,000.00 \$	GRÉ À GRÉ



Déneigement Demco inc.	Services de déneigement - Sherbrooke	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ekiness inc.	Services-conseil - comité de sélection AO 50827	16,200.00 \$	GRÉ À GRÉ
Équipements MCF inc.	Services d'entretien de niveleur de quai et mini-nacelle de la DRM	2,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Équipements postaux canadiens	Entretien d'équipement postal Pitney Bowes DM1100	1,400.00 \$	GRÉ À GRÉ
Éric Maillard	Services en graphisme et infographie - imprimés	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
FDTPRO inc.	Accès à la solution infonuagique en mode Saas de capture et de gestion des heures travaillées	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Francotyp Postalia	Entretien d'ouvre-lettres Francotyp Postalia LO3050	375.00 \$	GRÉ À GRÉ
Francotyp-Postalia Canada inc.	Location de compteurs postaux Optimail 30 - bureaux régionaux	4,141.20 \$	GRÉ À GRÉ
Fujitsu Conseil (Canada) Inc.	Licences Macroscope en ligne de Fujitsu	10,200.00 \$	GRÉ À GRÉ
Gagnon, Sénéchal, Coulombe inc.	Services de huissier - bureau régional de Québec	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Gauthier, Catherine	Services-conseils - cartographie du parcours client	24,900.00 \$	GRÉ À GRÉ
Génératrice Drummond	Entretien du groupe électrogène du siège social	14,605.95 \$	GRÉ À GRÉ
GNR Corbus	Entretien de la chaudière et du chauffe-eau au gaz - bureau de Sherbrooke	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Groupe Constructo (TC Medias Transcontinental S.E.N.C.)	Placement de publicité dans le Journal Constructo	24,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Hôtel Forestel / Hôtel Quality Inn / Hôtel de l'Escale	Frais d'hôtel - administration - bureau de Val d'Or	24,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Hugo Paquette	Services en graphisme et infographie - imprimés	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
IBM Canada Ltée	Entretien du logiciel de paie Risk 6000 et ses périphériques	6,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
IME Experts-Conseils inc.	Services en ingénierie pour le remplacement des unités de climatisation du bureau de Sherbrooke	5,400.00 \$	GRÉ À GRÉ
INSO	Service de réparation d'ordinateurs personnels et leurs accessoires	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Iron Mountain (anciennement Recall)	Service d'entreposage, de protection et de gestion des bandes informatiques	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Janou et Raphaël	Services de direction artistique et de conception pour des imprimés et pour le web	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Jean-François Pouliot	Services d'accompagnement - révision des analyses de profession	9,950.00 \$	GRÉ À GRÉ
Jeannot Robitaille	Services d'expert pour le développement de la formation "Tableaux de charges pour les grues"	9,600.00 \$	GRÉ À GRÉ
Karine Verville	Services de direction artistique et de conception pour des imprimés et pour le web	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
La Caisse Centrale Desjardins du Québec	Abonnement annuel au fichier des institutions financières	2,013.00 \$	GRÉ À GRÉ
La Compagnie Électrique Britton Limitée	Services en électricité - Siège social et BRM	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
La ligne Verte: Toit Vert inc.	Services d'entretien des aménagements paysagers - Siège social et BRM	24,990.00 \$	GRÉ À GRÉ
Labrador Laurentienne inc.	Fourniture d'eau de source (bouteilles de 18.5 l) - bureaux régionaux	6,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Laliberté - Service de gestion en alimentation	Services de traiteur	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Le Groupe Performa inc.	Services de recrutement - Directeur	22,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Les Artisans du paysage	Services d'entretien paysager - bureau de Québec	13,448.76 \$	GRÉ À GRÉ
Les Compresseurs Adec Ltée	Service d'entretien préventif des compresseurs du BRM	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Mariane L'Écuyer	Services-conseil - optimisation des menus et des composants du syst.tél. SALC	20,010.00 \$	GRÉ À GRÉ
Mario Rodrigue	Services d'expert pour le développement de la formation "Signalisation et gréage"	22,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Me Olivier Desprès	Services d'avocat - dossiers de médiation - avantages sociaux	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Médisolution	Entretien annuel de Virtuo / Magistra	23,493.00 \$	GRÉ À GRÉ
Médisolution Ltée	Service d'extraction de données financières de Magistra à la demande de la DRF	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Mélanie Brunelle	Services en conception graphique - imprimés	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Michel Toupin	Services-conseil - expert pour le comité de placement	6,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
MRC De La Vallée-De-L'Or	Location de conteneurs à déchets et à matières recyclables - Val d'Or	3,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Neopost	Location de compteurs postaux Neopost IJ 40/50	1,323.50 \$	GRÉ À GRÉ
Pages jaunes	Placement de publicité	22,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Panasonic Canada	Services de réparation de tablettes robustes Panasonic	7,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Paradis Aménagement Urbain	Services de déneigement - bureau de Québec - saison 2017/2018	14,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Paradis Montpetit Beauchamps Inc.	Services de huissier - inspection Gatineau	11,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
PCE Plomberie	Services de plomberie - Sherbrooke	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ

Prévention Incendie Safety First - Montréal	Service d'entretien du système automatique de suppression incendie de hotte de cuisine	2,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
ProContact Informatique	Services en câblage informatique	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Raymond Chabot	Services d'accompagnement - amélioration de l'expérience client	12,275.00 \$	GRÉ À GRÉ
Régulvar inc	Services d'entretien des systèmes de régulation - Siège social	5,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
SAAQ	Abonnement aux services en ligne - demandes de renseignements	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Safety First	Service d'inspection des extincteurs portatifs - bureau de Rimouski	500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Serlivard inc. (Centre de Jardin)	Services d'entretien paysager - Val d'Or	9,750.00 \$	GRÉ À GRÉ
Sid Lee Technologies (Ergonet)(9288-6384 Qc inc)	Services professionnels - webmestretie, de maintenance et de gestion du contenu du site internet de la CCQ (avenant no.2)	3,625.00 \$	GRÉ À GRÉ
Soleil Communication de marque	Services de conception graphique - calendrier 2017	6,300.00 \$	GRÉ À GRÉ
Solutions de rangement Prisma inc.	Entretien de système de classement haute densité Mobilex mécanique	2,625.00 \$	GRÉ À GRÉ
Solutions de rangement Prisma inc.	Entretien de système de classement haute densité Quadramobile	3,510.00 \$	GRÉ À GRÉ
Solutions de rangement Prisma inc.	Entretien de système de classement haute densité Mobilex électrique	3,855.00 \$	GRÉ À GRÉ
Sophie Gauthier (Zoom in Design)	Services de direction artistique et de conception pour des imprimés et pour le web	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Sud-Ouest Productions Inc.	Production de vidéos - promotion de la mixité en chantier	21,706.00 \$	GRÉ À GRÉ
Sûreté du Québec	Vérification des antécédents judiciaires - DACC	17,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Synesys-Versalys	Services de formation en bureautique - employés de la CCQ	15,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
TBC Conctruction inc.	Entretien du système de climatisation et ventilation - bureau de Québec	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Techniverre	Services d'entretien et de réparation des portes intérieures vitrées du Siège social et du BRM	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Técia Pépin	Services en rédaction web	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Traitement d'eau expert inc.	Service de traitement de l'eau du réseau de chauffage - BRM	5,370.00 \$	GRÉ À GRÉ
Typomage inc.	Réalisation du rapport annuel de gestion - version électronique	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Typomage inc.	Réalisation du rapport annuel de gestion - version imprimée	22,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Typomage inc.(TM Design)	Services professionnels - analyse préliminaire des marques d'affaires de la CCQ	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Videotron	Services de télédistribution	1,860.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ville de Sherbrooke	Collecte de matières recyclables (papier, verre, plastique, métal)	400.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ville de Trois-Rivières	Location d'espaces de stationnement - Ville de Trois-Rivières	4,560.00 \$	GRÉ À GRÉ

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-8**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-9**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-9

## RG-9

No appel d'offres	500828 - Location d'équipement	Soumission conforme	prix soumi
		Location Hewitt inc	93,714.98 \$
		Location Hewitt inc	67,546.42 \$
		Location d'outils Simplex s.e.c.	89,133.67 \$
		Location Hewitt inc	135,289.21 \$
		Trois-Rivieres Location	144,727.15 \$
		Location d'outils Simplex s.e.c.	164,044.35 \$
		United rental of Canada	295,504.32 \$
		Trois-Rivieres Location	410,754.55 \$
		Location d'outils Simplex s.e.c.	516,257.79 \$
		United rental of Canada	66,676.75 \$
		Location Hewitt inc	120,416.60 \$
		Trois-Rivieres Location	172,305.30 \$
		Location Hewitt inc	195,177.12 \$
		United rental of Canada	72,212.00 \$
		Trois-Rivieres Location	98,324.50 \$
		Location Hewitt inc	140,611.14 \$
		United rental of Canada	991,366.10 \$
		Trois-Rivieres Location	1,344,175.95 \$
		9202-7200 Québec inc (lou-Tec)	1,521,176.40 \$
		United rental of Canada	36,556.65 \$
		Location Hewitt inc	71,152.98 \$
		Location d'outils Simplex s.e.c.	81,360.06 \$
		Location Hewitt inc	137,814.18 \$
		Location d'outils Simplex s.e.c.	172,921.10 \$
		Location Achard inc.	196,976.37 \$
No appel d'offres	500829- Entretien ménager bureau Quebec	Soumission conforme	prix soumi
		Entretien commercial A.M. inc.	-
		Service d'entretien Bee Clean	-
		Conciergerie Speico	115,265.20 \$
No appel d'offres	500830- Fourniture et remplacement de 3 thermopompes Bur. Reg. Mtl.	Soumission conforme	prix soumi
		Le groupe Centco inc.	177,500.00 \$
		Tuyauterie Expert inc.	181,225.00 \$
		HVAC inc.	197,700.00 \$
		Ventillation Manic inc.	209,850.00 \$
No appel d'offres	500831- Aquisition de fourniture de bureau	Soumission conforme	prix soumi
		Corporate Express Canada inc.	427,060.94 \$
		Novexco inc	479,752.69 \$
No appel d'offres	500833- Aquisition progiciel de gestion intégré verification / enquête	Soumission conforme	prix soumi
		ICO Technologie inc.	1,275,027.66 \$
No appel d'offres	500834- Entretien ménager s.s. et bur. Reg. Mtl	Soumission conforme	prix soumi
		Service d'entretien Carlos inc	-
		Axia service	-
		Conciergerie Speico	1,452,854.64 \$
		Entretien futura	-
		Propecan inc.	-
		Sts maintenance	-
		Service ménagers Roy ltée	-
		Coforce inc.	-
		Metrospec inc.	-
		GDI services	1,219,642.00 \$
		Siganture service d'entretien	-
No appel d'offres	500835- Acquisition de téléphone Avaya	Soumission conforme	prix soumi
		Aucune soumission reçue	-

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-10**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018 en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> .

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2004-2005, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige *la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics* ;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les dix dernières années.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017

Nom	Nature	Statut	Coûts 2017
Gestion des livraisons et des environnements des applications	Mettre en place des environnements technologiques, des outils informatiques et des processus afin de rendre plus efficace la livraison, l'exploitation, le maintien et l'évolution des applications de la CCQ.	En cours	597 761\$
Dépôt direct congé payé	Amélioration aux systèmes financiers pour mettre en place un service de dépôt direct pour les déboursés de congé payé de l'industrie.	Complété	635 003\$
Qualification eau potable	Améliorations aux systèmes de gestion de la main d'œuvre pour harmoniser des modalités de renouvellement de la certification Manœuvre à l'aqueduc à celles des certificats de compétence-occupation (CCO)	En cours	132 441\$
Gestion de la mobilité dans l'apprentissage	Améliorations aux systèmes de gestion de la main d'œuvre pour mettre en œuvre des dispositions réglementaires devant assurer l'opérationnalisation de l'entente inter-provinces et inter-territoires concernant la mobilité des apprentis.	En cours	402 753\$



Modification au régime complémentaire de retraite – loi 29	Améliorations au système informatique de la retraite (SIR) pour se conformer aux obligations découlant de l'application de la Loi 29.	En cours	125 760\$
Plan de formation en entreprise et activité partagée pour grutier	Améliorations aux systèmes informatiques pour permettre un meilleur accès au métier de grutier dans le cadre d'une pénurie de main-d'œuvre et création d'une nouvelle qualification partagée de camion-flèche pour des compagnons d'un autre métier que grutier.	En cours	468 090\$
Traitement électronique des réclamations d'assurances	Remplacement du système de paiement de réclamation de frais d'assurance.	En cours	196 783\$
Création de la région Nunavik	Ajustements aux systèmes informatiques pour créer et développer un nouveau bassin de main-d'œuvre pour le Nunavik	Complété	420 445\$
Conformité 2017	Acquisition et mise en place d'un nouveau progiciel pour la gestion des activités de vérifications et d'enquêtes.	En cours	288 542\$
Infrastructure d'intégration orientée services	Mise en place d'un écosystème d'intégration basé sur une plateforme hybride (locale et infonuagique) permettant l'intégration centralisé des SI et des partenaires.	En cours	152 563\$
Rehaussement SAS	Migration du patrimoine applicatif en lien avec le langage SAS. Passage de la version 9.1 à 9.4.	Complété	236 955\$
Service d'envoi massif de courriel	Mise en place d'un nouveau service corporatif d'envoi massif de courriel pour la Commission.	Complété	106 182\$
Rehaussement applicatif	Rehaussement massif du patrimoine applicatif distribué (normalisation, packaging et déploiement).	En cours	488 671\$

Les coûts représentent les efforts effectués par les TI

\*La Commission de la construction du Québec n'est pas soumise à la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-13**

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. au Québec,
  - II. à l'extérieur du Québec.

### Direction générale de la CCQ 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017

Remboursement de frais de transport	4553.03 \$
Remboursement des frais d'hébergement	1215.00 \$
Remboursement des frais de repas	554.79 \$

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 Mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois) de chaque dépense reliée à la téléphonie:

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

	<b>2017</b>
Téléphones	363
Téléavertisseurs	0
Coût acquisition	0
Coût utilisation	iPhone – 33.90 \$/mois (339 appareils –Rogers) iPhone – 46.15 \$/mois (16 appareils – Telus) Cellulaires – 9.20 \$/mois (8 appareils – Rogers)
Fournisseur	Rogers Telus via le CSPQ
Frais d'itinérance	1 373.00 \$
Coûts résiliation	2 856.00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus .
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
  - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de

l'éducation) : le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*

(Voir en annexe l'extrait du *Rapport annuel de gestion 2017* de la CCQ)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 Mars 2018

## RG-15 EMPLOYÉS VENTILÉS PAR CATÉGORIE 2017

	Plan d'effectifs 2017
	Employés permanents
<b>Direction générale</b>	<b>16</b>
Direction générale	2
Bureau des plaintes	2
Direction de la transformation organisationnelle et du bureau de projets	6
Vérification interne	6
<b>Ressources humaines</b>	<b>21</b>
<b>Vice-présidence au service à la clientèle et au développement</b>	<b>148</b>
VP	4
Recherche et documentation	12
Communications	11
Service à la clientèle	32
Centre d'appels - Montréal	42
Centre d'appels - Québec	38
Unité performance organisationnelle et planification stratégique	3
Unité diversité de la main-d'œuvre et développement	6
<b>Vice-présidence aux Opérations</b>	<b>426</b>
VP	5
Enquêtes	20
Soutien aux opérations	33
Bureaux régionaux	368
<b>Vice-présidence aux services aux partenaires</b>	<b>225</b>
VP	2
Formation professionnelle	57
Gestion de la main-d'œuvre	32
Avantages sociaux	134
<b>Vice-présidence aux ressources et aux finances</b>	<b>80</b>
VP	2
Ressources financières	58
Ressources matérielles	20
<b>Ressources informatiques</b>	<b>102</b>
<b>Vice-présidence aux affaires juridiques et secrétariat général</b>	<b>34</b>
VP	3
Application des conventions collectives	9
Services juridiques	22
<b>TOTAL</b>	<b>1052</b>

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AU 31 DÉCEMBRE 2017

Répartition des effectifs par type de catégorie d'emploi	PERMANENTS	1014
	TEMPORAIRES	49
	Cadre et membres de la direction	130
	Professionnels non syndiqués	67
	Professionnels syndiqués	145
	Personnel administratif	672
Hommes		299
Femmes		715

Taux de roulement	3,6 %
-------------------	-------

Embauche	99 employés
----------	-------------

Investissement en matière de formation par rapport à la masse salariale	1,43 %
---	--------



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*;
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs, nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir annexe

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27). [http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

**Commission de la construction du Québec**

**Étude des crédits 2018-2019**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION**

RG-17

<b>RÉSUMÉ BAUX 2017-2018 CCQ</b>					
<b>Emplacement</b>	<b>Propriétaire</b>	<b>Durée du bail</b>	<b>Superficie Totale*</b>	<b>Loyer annuel</b>	<b>Aménagement</b>
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	GESTION DIANE OUELLET	5 ans du 1 <sup>er</sup> février 2016 au 31 janvier 2021	399,9 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 92 041\$/an 230\$/m <sup>2</sup>	0 \$
Saguenay 1299 des Champs Élysées	CIDIC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> septembre 2016 au 31 août 2021	415,6 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 90 279\$/an 217\$/m <sup>2</sup>	0 \$
Mauricie 125 rue des Forges, suite 500	INVESTISSEMENTS OLYMBEC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2022	518,2 m <sup>2</sup>	Loyer annuel 110 166\$/an 213\$/m <sup>2</sup>	0 \$
Montréal 1611 Crémazie	INDUSTRIELLE ALLIANCE	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021	1 217.2 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 457 495\$/an 376\$/m <sup>2</sup>	0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement	LES ENTREPRISES P. BONHOMME LTÉE	Option 5 ans du 1 <sup>er</sup> juin 2016 au 31 mai 2021	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 119 585\$/an 265\$/m <sup>2</sup>	0 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112	GESTION MAJICOR ENR.	5 ans du 1 <sup>er</sup> octobre 2014 au 30 septembre 2019	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 84 217\$/an 187\$/m <sup>2</sup>	0 \$
Varenne 150 rue Jean-Coutu	SPORTPLEX DE L'ÉNERGIE	1 an du 1 <sup>er</sup> mai 2017 au 30 avril 2018	11,15 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 2 415\$/an 217\$/m <sup>2</sup>	0\$
Chambly 1729 avenue Bourgogne	LES IMMEUBLES RICHELIEU N. RÉON INC.	1 an du 28 mai 2017 au 27 mai 2018	-	Loyer annuel : 5100\$/an 425\$/mois	0\$

Superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.

Baie-Comeau 550, Boul. Blanche	LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	10 octobre 2017 au 9 octobre 2018	26.24 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 3118.92\$/an 119\$ /m <sup>2</sup>	0\$
-----------------------------------	--	-----------------------------------	----------------------	--	-----

Superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2017, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-19**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-20**

Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec ne possède pas de budget discrétionnaire.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-21**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-23**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-24**

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-24

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-25**

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-26**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur ;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

	<b>2017</b>
Total des abonnements <b>imprimés</b>	72
COÛT	21 014.55 \$

	<b>2017</b>
Total des <b>accès électroniques</b>	26
COÛT	82 599.45 \$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-28**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune dépense n'a été encourue pour 2017.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 16 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :  
Cossette créatif en 2013 et Ergonet/Sid Lee en en 2015
- c) Les coûts de construction du site : 32 700 \$ (en 2003)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 0\$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte 82 000 \$
  - Analyse et recommandation
  - Nouvelles maquettes pour nouvelle navigation et nouveaux menus
  - Avoir un site compatible au mobile
- f) Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20 quotidienne
- h) Responsable du contenu du site : Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-29



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-30**

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-31

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2017* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-33**

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Sans objet.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 16 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-36**

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

Sans objet

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE:** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2017* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-38**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

*La CCQ n'est pas assujettie à la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.*

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-39**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement par la Commission de la construction du Québec en 2017.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-39

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-40**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement et de bonis.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018

RG-40

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les primes de départ pour l'année 2017 totalisent : 134 284 \$.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-42**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La CCQ a indexé toutes les échelles salariales de 1,75% au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et 2,00% au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018

RG-42

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-43**

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeants qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**SOURCE :** Commission de la construction du Québec

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-44**

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-45**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018

RG-45



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-46**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018

RG-46

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-47**

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018

RG-47

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-48**

Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-49**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La CCQ n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-50**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Aucun employé n'est affecté spécifiquement au Plan Nord.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-51**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-52**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-53**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-54**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-56**

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-57**

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Les sommes dépensées pour les services juridiques le sont à même le budget de fonctionnement de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Aucun contrat n'est visé par l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* à la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-58

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- la dépense totale (opération et capital);
- les grands dossiers en cours;
- le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

### Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2017 Du 1 <sup>er</sup> jan au 31 décembre <sup>(1)</sup>
Charges reliées aux effectifs	10 730 791 \$
Administration	110 414 \$
Entretien équipements et logiciels	2 427 714 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	983 526 \$
Autres frais	151 797 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 202 910 \$
<b>TOTAL</b>	<b>18 607 152 \$</b>

(1) donnée préliminaire – états financiers non finalisés

#### e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. [www.seao.ca](http://www.seao.ca)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 Mars 2018

RG-59

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-60

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique.
- b) Les indemnités de retraite pour l'année 2017 s'élèvent à 495 784 \$, soit 256 419 \$ pour les cadres, et 239 365 \$ pour les employés syndiqués.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-62**

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération ;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

*La CCQ n'est pas assujettie à la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.*

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

RG-62

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-63**

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2017* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-64**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 16 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-65**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

La CCQ n'est pas visée par la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

- a) Du 1er janvier au 31 décembre 2017 : 78 576,59 \$
- b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

Association canadienne des chefs de police  
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)  
Barreau du Québec  
Certified ethical hacker – EC – Council international Ltd  
Institut canadien des actuaires  
ISACA - CISA  
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec  
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)  
Ordre des ingénieurs du Québec  
Ordre des psychologues du Québec  
Project Management Institute (PMI)  
Society of actuaries  
The open group architecture framework (TOGAF)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale

**DATE :** 24 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-66**

Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018

RG-66

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-67**

Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale  
**DATE :** 24 mars 2018

RG-67